



**PRÉFET
DE L'YONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général aux affaires départementales
Bureau de l'environnement**

Arrêté n° PREF-SAPPIE-BE-2025-004-6

du 25 MARS 2025

**portant autorisation d'occupation temporaire des sols
concernant le site anciennement exploité par la société ACIER POLI
sur le territoire de la commune de SAINT-JULIEN-DU-SAULT**

Le Préfet de l'Yonne,

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 171-8, L. 541-3 et L. 556-3 ;

VU le code de justice administrative, notamment son article R. 532-1 ;

VU la loi du 29 décembre 1892 modifiée, relative aux dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics ;

VU le décret du 4 avril 2022 portant nomination de Monsieur Pascal JAN, préfet de l'Yonne ;

VU le décret du 29 août 2022 portant nomination de Madame Pauline GIRARDOT, secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne ;

VU l'arrêté préfectoral n° PREF-SAPPIE-BCAAT-2023-039 du 14 septembre 2023 donnant délégation de signature à Madame Pauline GIRARDOT, Secrétaire générale ;

VU l'arrêté préfectoral n° PREF-SAPPIE-BE-2022-0488 du 21 novembre 2022 prescrivant l'exécution de travaux d'office sur le site anciennement exploité par la société ACIER POLI située sur le territoire de la commune de SAINT-JULIEN-DU-SAULT, et confiant la maîtrise d'ouvrage desdits travaux à l'Agence de la transition écologique (ADEME) ;

VU l'arrêté préfectoral n° PREF-SAPPIE-BE-2022-0489 du 21 novembre 2022 portant autorisation d'occupation temporaire des sols concernant le site anciennement exploité par la société ACIER POLI sur le territoire de la commune de SAINT-JULIEN-DU-SAULT, pour une durée de 24 mois ;

CONSIDÉRANT que les procédures engagées à l'encontre du responsable légal du site n'ont pas permis d'aboutir à la mise en sécurité dudit site ;

CONSIDÉRANT que la situation constatée constitue une atteinte aux intérêts protégés visés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT la nécessité de procéder à la mise en sécurité du site ;

CONSIDÉRANT qu'un délai supplémentaire est nécessaire pour la réalisation des travaux de mise en sécurité du site par l'ADEME ;

SUR proposition de Madame la Secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{ER} – Autorisation de pénétration ou d'occupation des parcelles

Les représentants de l'agence de la transition écologique (ADEME), ainsi que ceux des prestataires mandatés par cet organisme, sont autorisés à pénétrer ou occuper, pour une durée de 24 mois, les parcelles du site d'implantation de l'ex-société ACIER POLI sur le territoire de la commune de Saint-Julien-du-Sault, afin de procéder à l'exécution des opérations mentionnées dans l'arrêté préfectoral de travaux d'office susvisé.

À cet effet, sans préjudice des dispositions de la loi du 29 décembre 1892, ils peuvent effectuer toutes les opérations que la réalisation de ces travaux rend indispensables.

ARTICLE 2 – Interdiction de perturber l'exécution des prestations

Les propriétaires ou locataires des parcelles doivent suspendre toute intervention de nature à perturber la réalisation des opérations mentionnées par l'arrêté préfectoral de travaux d'office susvisé.

ARTICLE 3 – Prévention et règlement des dommages

Des états des lieux faisant l'objet d'un procès-verbal contradictoire sont établis en présence des propriétaires des terrains ou de leurs représentants et de l'ADEME.

À l'issue des opérations mentionnées dans l'arrêté préfectoral d'exécution de travaux d'office susvisé, conformément à la loi du 29 décembre 1892 susvisée, tout dommage causé à la propriété en raison de l'exécution des opérations peut être pris en charge par l'ADEME.

À défaut d'entente amiable, leur montant est fixé par le tribunal administratif compétent.

ARTICLE 4 – Péremption de la décision

La présente autorisation est périmée de plein droit si elle n'est pas suivie d'effet dans les six mois à compter de sa date d'application.

ARTICLE 5 – Publicités et notification

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Yonne.

Le présent arrêté fait l'objet d'un affichage en mairie pendant un mois par les soins du maire de Saint-Julien-du-Sault.

Le présent arrêté est notifié à l'ADEME.

ARTICLE 6 – Délais et voies de recours

La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès des services de la préfecture de l'Yonne ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de l'environnement dans le délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Dijon, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens, accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 7 – Modalités d'exécution

Madame la Secrétaire générale de la préfecture, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté et Monsieur le Maire de Saint-Julien-du-Sault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée à :

- Madame la Sous-préfète de Sens,
- Monsieur le Responsable de l'Unité Interdépartementale Nièvre/Yonne de la DREAL,
- Madame la Directrice départementale des territoires de l'Yonne,
- Monsieur le Directeur du Service départemental d'incendie et de secours de l'Yonne,
- Monsieur le Commandant du groupement de gendarmerie de l'Yonne.

Fait à Auxerre, le **25 MARS 2025**

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous préfète,
Secrétaire généralé



Pauline GIRARDOT

